



DOUG MILLS / NYT-REDUX-REA

INTERNATIONAL • ÉTATS-UNIS

# Les contre-révolutions de Donald Trump bouleversent déjà le visage des Etats-Unis

Par Piotr Smolar (Washington, correspondant)

Publié le 11 février 2025 à 06h00, modifié le 11 février 2025 à 12h14

Lecture 13 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article

Lire plus tard

**DÉCRYPTAGE | La nouvelle administration s'efforce d'imposer, non sans brutalité, la purge de l'Etat fédéral, un conservatisme sociétal et le remplacement des Etats-Unis dans le concert des nations. Certaines**

## décisions pourraient se heurter au principe de réalité sur les plans économique et judiciaire.

Avec le recul, la brume se dissipera. On tâtonnera moins pour qualifier la foudroyante prise du pouvoir par l'équipe Trump, depuis le 20 janvier. Elle n'a rien à voir avec une alternance classique. Le candidat avait clairement énoncé ses projets radicaux.

Pourtant, une tétanie semble avoir saisi les parlementaires américains – démocrates désorientés, républicains pleutres ou conquis –, les médias traditionnels et la partie progressiste de la société civile. La multitude des fronts ouverts simultanément empêche de voir le tableau d'ensemble. D'autant que ce même mouvement trumpiste, qui se vante de promouvoir la transparence et une liberté d'expression absolue, avance dans une opacité préméditée pour redéfinir le périmètre et la nature de l'Etat fédéral.

Donald Trump et son équipe enfoncent des portes dont les serrures et les fixations semblent soudain d'une fragilité extrême. « *En dix-sept jours, on a accompli ce que certains ont fait en huit ans* », se gaussait le président le 6 février. Lui et son entourage estiment qu'ils ont dix-huit mois pour changer le visage de l'Amérique. Sans compromis, sans faiblesse. Puis viendra le temps, déjà, des élections de mi-mandat.





Le président américain, Donald Trump, signe un décret à la Maison blanche, à Washington, le 10 février 2025. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS / AFP

Les seuls résultats économiques ne diront pas tout, loin de là, de l'ère actuelle. Les anticorps de la démocratie américaine sont déjà sollicités. Mais dans les ressorts psychologiques actionnés, il existe un écho d'une autre époque, celle du sénateur républicain Joseph McCarthy, obsédé par la purge anticommuniste en Amérique et la notion d'« *ennemis de l'intérieur* », reprise par Donald Trump. En 1950, le sénateur annonçait « *la bataille finale et totale entre l'athéisme communiste et la chrétienté* ». Le président actuel, lui, qualifie les magistrats qui l'ont poursuivi de « *marxistes fous* » et fait du « *wokisme* » un épouvantail.

Les révolutions de Trump 2 rencontreront bientôt le mur froid des réalités économiques et judiciaires. Déjà se profilent de laborieuses négociations au Congrès pour financer les baisses d'impôt promises ou la campagne d'expulsion massive de clandestins. Mais ces ambitions radicales méritent d'être énoncées, au-delà de la saturation médiatique entretenue par Donald Trump. Les trois révolutions entreprises concernent la purge de l'Etat fédéral, à la fois politisé et réduit, la réaction sociétale et le remplacement des Etats-Unis dans le concert – ou plutôt la cacophonie – des nations, avec une approche néoimpérialiste des relations internationales.

- **Une présidence à la hache**

L'utilisation de décrets présidentiels est un classique de la politique américaine, en début de mandat. Mais personne n'avait encore cherché à susciter une telle onde de choc, comme Donald Trump, avec plus de cinquante « *executive orders* », de l'essentiel au futile.

Depuis des mois, ses conseillers avaient préparé les textes-clés, poli les argumentaires juridiques. Il ne s'agissait pas seulement de marquer une rupture avec l'ère Biden, mais de transformer l'équilibre des pouvoirs :

élargir le périmètre de l'exécutif, en finir avec l'autonomie du ministère de la justice, contourner dès que possible le Congrès, et assumer la confrontation avec des Etats démocrates. Donald Trump se mêle ainsi de la gestion des réservoirs d'eau en Californie et veut poser ses conditions à la ville de Los Angeles, dévastée par les incendies, avant de lui délivrer l'aide fédérale. En outre, son administration porte plainte contre la ville de Chicago et l'Illinois pour obstruction à sa politique migratoire.

Newsletter abonnés

« International »

L'essentiel de l'actualité internationale de la semaine

[S'inscrire](#)

« *Nous sommes dans une crise constitutionnelle* », a dit le sénateur démocrate Chris Murphy (Connecticut). Les conseillers de Donald Trump ont anticipé le fait que certaines initiatives controversées seraient dénoncées devant les tribunaux. Plusieurs dizaines de plaintes ont déjà été déposées en justice. Lundi 10 février, un juge fédéral du Rhode Island a rappelé la Maison Blanche à ses obligations, estimant qu'elle n'avait pas respecté un jugement précédent suspendant le gel de dépenses fédérales. Mais Donald Trump est bien mieux préparé à cette confrontation qu'en 2017-2021. Ses propres affres judiciaires en attestent et ses avocats, Todd Blanche et Emil Bove, sont dorénavant les adjoints de la ministre de la justice, Pam Bondi.

Exemple : Donald Trump a décidé de renvoyer dix-sept inspecteurs généraux veillant à l'application des règles éthiques et à la lutte contre la corruption. Leur préavis de trente jours n'a pas été respecté. Mais plus personne ne semble se soucier de ces formes inscrites dans la loi. Qu'est-il arrivé au Congrès, d'habitude si sensible à ses prérogatives ? Les républicains disposent d'une majorité confortable au Sénat (53-47) mais d'une faible avance à la Chambre des représentants (218-215). Les têtes ne dépassent pas. Le processus de confirmation du cabinet Trump, au Sénat, se passe pour l'heure sans accroc, ce qui est en soi une preuve de soumission,

tant certains profils paraissent problématiques, tel celui de Kash Patel à la tête de la police fédérale (FBI).

**Lire aussi |** [Kash Patel et Tulsi Gabbard, les candidats controversés de Donald Trump pour le FBI et le renseignement, sous la loupe du Sénat](#)

S'il est confirmé, ce dernier aura la charge, avec l'attorney général Pam Bondi, de la supposée « *dépolitisation* » de la justice. Leur mission réelle est inverse, dans la foulée de la grâce présidentielle quasi totale accordée aux 1 400 émeutiers du 6 janvier 2021 au Capitole. Donald Trump avait promis une vengeance contre ceux, au cœur du fantasmé « *Etat profond* », qui l'avaient tourmenté. Il s'agit à présent d'organiser une purge partisane, qui représente un danger pour la sécurité nationale. A peine confirmée, Pam Bondi a décidé de démanteler la task force chargée des ingérences étrangères pour se limiter aux enquêtes sur « *l'espionnage plus traditionnel* ». Elle a aussi mis fin à l'unité KleptoCapture, dont la mission était de traquer les actifs de personnalités et entités russes pour en obtenir la saisie.



Des partisans du président américain Donald Trump affrontent les manifestants de « Latinos Unidos »

contre les expulsions massives et les nouvelles politiques d'immigration, à Lake Worth Beach (Floride), le 7 février 2025. GIORGIO VIERA / AFP

Après le renvoi de hauts responsables du FBI, le ministère de la justice s'est fait communiquer la liste d'environ 5 000 agents et analystes impliqués dans les investigations qui ont visé Donald Trump. A la Central Intelligence Agency (CIA), un plan de départs volontaires – notamment par retraite anticipée – a été mis en place pour une partie des agents. Selon le *New York Times*, la direction a communiqué au bureau de gestion du personnel, par e-mail non sécurisé, la liste de toutes les personnes (avec prénom et initiale du nom) recrutées depuis deux ans, afin d'offrir une marge de manœuvre à l'exécutif, décidé à couper dans les effectifs. Parmi ces arrivées récentes, beaucoup de spécialistes de la Chine.

C'est Elon Musk, le patron de Tesla et du réseau X, qui organise l'épuration imposée à l'Etat fédéral, au nom de la lutte contre la dette fédérale (36 000 milliards de dollars, soit 35 000 milliards d'euros). Soit une cure brutale d'amincissement, sans audit ni implication du Congrès, conduite par le milliardaire et une poignée d'ingénieurs, réunis au sein du nouveau département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), créée par décret présidentiel. Ils ont pris d'assaut les administrations. Ils multiplient les atteintes aux règlements et à la loi. C'est la politique du fait accompli.

**Lire aussi |** [Les « DOGE Kids », ces disciples d'Elon Musk mandatés pour « hacker » l'Etat fédéral des Etats-Unis](#)

La prise en main du système de paiements du Trésor, l'accès à des bases de données confidentielles, la violation des protocoles de sécurité, l'utilisation possible de l'intelligence artificielle pour traquer des dépenses indues de l'assurance maladie, ou même pour remplacer le personnel dans des départements entiers... les sujets d'inquiétude sont multiples. Sans compter les problèmes éthiques posés par l'engagement d'Elon Musk. En vérité, celui-ci a carte blanche. Aucun contrôle ne semble exister sur l'entreprise de démolition conduite par le milliardaire, qui a financé la campagne du président à hauteur de 280 millions de dollars et déclenche des rafales de désinformation sur le réseau X. Par exemple contre Usaid, l'agence chargée

de l'aide humanitaire et du développement économique dans le monde, dont Elon Musk organise le démantèlement. Le 7 février, un ouvrier sur une grue a dévissé les lettres formant le nom de l'agence sur la façade, dans une atmosphère de deuil.

Qualifiée d'« *organisation criminelle* » par le patron de Tesla, l'agence va être fondue dans le département d'Etat, avec des effectifs hyperréduits, qui pourraient passer de 10 000 personnes à 290. C'est pourtant le Congrès, et lui seul, qui a le droit de remettre en cause une agence fédérale. De la même façon, Donald Trump veut supprimer le département de l'éducation, en renvoyant aux Etats une grande partie de ses prérogatives. Un rêve entretenu de longue date par la droite religieuse et les pourfendeurs de l'école publique, au nom du « *libre choix* » des parents. Un rêve qui pourrait se transformer en accélérateur des inégalités entre Etats.

Les élus démocrates n'ont pu accéder aux locaux d'Usaid, ni à ceux du département de l'éducation. Les syndicats et les organisations de gauche contestent en justice la mise en place d'un plan de départs volontaires – dit « congé administratif », avec salaire assuré jusqu'en octobre – offert à deux millions d'employés du secteur public. Pour l'heure, selon la Maison Blanche, 65 000 ont accepté.

**Lire aussi |** [Elon Musk mène l'offensive contre l'Etat fédéral, de Usaid à l'agence de protection de l'environnement](#)

Personne, à ce stade, ne peut imaginer à quoi ressemblera l'Etat fédéral dans six mois. Mais l'obligation de loyauté et de discipline partisane infuse déjà, tandis que s'esquisse un affrontement sans précédent entre le pouvoir exécutif et les juges, le premier estimant que les seconds n'ont pas la légitimité de le bloquer.

Le vice-président, J. D. Vance, a donné un aperçu de cette approche, dans un message sur X, le 9 février. « *Si un juge essayait de dire à un général comment conduire une opération militaire, ce serait illégal. Si un juge essayait de donner des ordres au procureur général sur la façon d'employer ses prérogatives comme accusateur public, ce serait aussi illégal. Les juges*

*ne sont pas autorisés à contrôler le pouvoir légitime de l'exécutif.* » Elon Musk, lui, appelle à la destitution de 1 % des juges fédéraux par an, « *les plus corrompus et les moins compétents* ».

- **La société en marche arrière**

Donald Trump a accroché un portrait de Ronald Reagan dans le bureau Ovale. Son lointain prédécesseur, qui avait le premier utilisé le slogan « *Let's make America great again* » (Redonnons sa grandeur à l'Amérique), disait ceci dans son discours d'adieu, en janvier 1989, après huit ans de présidence : « *On a appelé cela la révolution Reagan. Eh bien, je l'accepte, mais pour moi, cela a toujours plutôt ressemblé à une grande redécouverte, la redécouverte de nos valeurs et de notre bon sens.* »

L'administration Trump se drape dans ce même « *bon sens* » pour organiser une réaction conservatrice, au profit de l'Amérique blanche et chrétienne, même si des franges plus diverses de la population peuvent soutenir telle ou telle initiative, comme celle définissant l'existence de deux sexes, masculin et féminin. « *Deux réalités peuvent être vraies simultanément : la gauche de la justice sociale, ou "woke", a été, de façon inutile, bornée et obsédée par le langage, aliénant de larges pans du public avec son engagement en faveur d'une moralisation manichéenne, et le retour de bâton anti-woke, en début de second mandat de Trump, va être corrosif* », écrivait le journaliste Ross Barkan le 29 janvier dans le *New York Magazine*.

Un vol d'expulsion de l'Immigration and Customs Enforcement, à Fort Bliss (Texas), le 10 février 2025.  
SGT. GRIFFIN PAYNE / ARMEE AMERICAINE/ AFP

Avec l'immigration, les marqueurs identitaires ont été au cœur des décrets présidentiels. Une cible prioritaire a été désignée : les programmes DEI (diversité, équité, intégration). Un procès en sorcellerie a été ouvert contre tous ceux participant à ces initiatives, dans les administrations. Un décret évoque « *un immense gâchis public et une discrimination honteuse* » – sous-entendu, aux dépens des Blancs et des hétérosexuels. Le Pentagone est considéré comme un lieu prioritaire à libérer des chaînes du « *wokisme* ». Même approche sur l'école publique. Selon le décret du 29 janvier, les parents ont assisté à « *l'endoctrinement de leurs enfants dans des idéologies radicales antiaméricaines alors que la supervision parentale était délibérément bloquée* ».

**Lire aussi |** [David Paternotte, sociologue : « La politique antitrans de Trump est un jalon symbolique de la guerre culturelle de la droite américaine »](#)

Au sein de l'Etat fédéral, les programmes DEI ont été fermés, les employés placés en congé administratif, tandis que certains grands groupes privés sabordaient leurs propres initiatives. La charge de la culpabilité est renversée, et le monde MAGA (Make America Great Again) jouit d'une forme de revanche historique. L'administration Trump n'a qu'un mot à la bouche : « *méritocratie* ». Il permet soudain d'enterrer la question raciale. La Maison Blanche pense que la décision de la Cour suprême en juin 2023 rejetant les dispositifs de discrimination positive à l'entrée des universités représente un socle juridique solide pour une révision des victoires progressistes acquises depuis les années 1960.

La réaction sociétale concerne aussi la place de la religion. Donald Trump prétend que Dieu l'a sauvé lors de la tentative d'assassinat à Butler

(Pennsylvanie), le 13 juillet 2024. Le président a annoncé la mise en place d'une task force, sous l'autorité de la ministre de la justice, destinée à lutter contre les « *préjugés antichrétiens* », dans les administrations et les politiques publiques. L'idée de « *persécutions* » contre les croyants – surveillance par le FBI, poursuites judiciaires – a été diffusée de longue date au sein du monde MAGA. Dans la même logique, dès le 23 janvier, Donald Trump a gracié vingt-trois militants dits « *pro vie* », qui avaient participé au blocage de cliniques où se pratique l'avortement.

Le dernier marqueur identitaire essentiel est la remise en cause du droit du sol, pour les enfants de migrants illégaux. Il s'agit selon les juristes d'une atteinte évidente au 14<sup>e</sup> amendement de la Constitution. Trois juges fédéraux ont déjà suspendu l'application du décret présidentiel. Toutefois, pour l'équipe Trump, le plus important n'est pas le résultat final, mais la guerre culturelle imposée, la modification des termes du débat public sur ce qu'est la citoyenneté, et qui peut y prétendre. Le trumpisme est aussi une confiscation du patriotisme, interprété de façon défensive et agressive, les démocrates peinant à s'adresser à l'ensemble de la communauté nationale, et non à ses segments particuliers.

- **L'Amérique d'abord, sans alliés fiables**

Dès son retour à la Maison Blanche, le 20 janvier, Donald Trump a signé un décret exécutif visant à retirer les Etats-Unis de l'Organisation mondiale de la santé. L'administration a annoncé la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, symbolique d'un engagement sur un sujet majeur, méprisé par les républicains. Washington a aussi imposé des sanctions contre les magistrats de la Cour pénale internationale (CPI), révisé son engagement au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et décidé l'arrêt de sa contribution à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), qui était déjà gelée. Simple pays observateur, les Etats-Unis n'assisteront plus aux travaux du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Tous ces signaux étaient attendus et s'inscrivent dans la continuité du

premier mandat de Donald Trump, marqué par une défiance envers toutes les organisations multilatérales. Pour le président, la politique étrangère est un autre champ de bataille contre les valeurs libérales. Le démantèlement de l'agence Usaid ne répond pas seulement à un souci d'économies. Il est aussi une façon de mettre un terme à la promotion de valeurs démocratiques à l'étranger, d'un journalisme libre, de la culture du droit international, du pluralisme, que ce soit en Asie centrale ou sur le continent africain. Ce faisant, les Etats-Unis se privent d'un outil précieux en matière d'influence, de « soft power ».

**Lire aussi |** [Pourquoi le gel par Trump de l'aide internationale sidère le monde et provoque déjà des dégâts dévastateurs](#)

Le nouvel exceptionnalisme américain ne repose pas sur la défense d'un modèle et de valeurs, d'une sorte de mission civilisatrice, mais sur la domination incontestable du dollar, la puissance militaire et les ressources naturelles.

Au-delà de Donald Trump, il existe toute une génération MAGA, représentée par le vice-président J. D. Vance, qui a été profondément marquée par le gâchis et les mensonges de la guerre en Irak, déclarée en 2003. Il s'agit d'un moment pivot, pour cette partie de la droite américaine, démontrant l'hypocrisie qui serait au cœur du consensus bilatéral sur la politique étrangère. « *Nous mesurerons notre succès non seulement par les batailles que nous remportons mais aussi par les guerres que nous achevons, et peut-être de façon plus importante, les guerres dans lesquelles nous ne nous engageons jamais* », a dit Donald Trump dans son discours d'investiture.

La dimension nouvelle dans l'approche de son administration réside dans la priorité accordée au renforcement de la sphère d'influence américaine sur son propre continent, une notion géopolitique prisée par la Russie et la Chine pour contrer l'ordre libéral. Washington emprunte à la grammaire géopolitique de ces pays. La Maison Blanche réinterprète aussi la doctrine de James Monroe, le président qui avait conceptualisé, en 1823, la séparation entre les continents américains et les puissances coloniales européennes

cherchant à les assujettir. Une doctrine assez vague pour être revisitée selon les époques, comme l'avait fait John Fitzgerald Kennedy, au moment de la crise des missiles soviétiques à Cuba, en 1962.

Lire cet entretien réalisé à l'occasion du bicentenaire de la doctrine Monroe |

[Jean-Jacques](#)

[Kourliandsky, historien : « C'est l'arme économique qui, en Amérique latine, est privilégiée par les Etats-Unis »](#)

Donald Trump a fait campagne comme candidat de la paix, en Ukraine et au Proche-Orient. Il s'est lancé ensuite dans des diatribes néoimpérialistes, au nom du préjudice subi, selon lui, par les Etats-Unis de toutes parts, de nature financière et commerciale. L'hypothèse d'une annexion du Groenland en atteste. A l'en croire, on aurait massivement abusé de la naïveté ou de la bienveillance américaine, à l'instar de la cession au Panama de son canal par le président Jimmy Carter, en 1977. Donald Trump a dénoncé la mainmise chinoise sur cette artère stratégique et les taxes payées par les navires américains, envisageant de reprendre le contrôle du canal par la force.

Même approche vis-à-vis de l'un des plus proches alliés des Etats-Unis, le Canada, à la fois menacé d'une hausse des taxes douanières de 25 % – comme le Mexique – et invité à devenir le 51<sup>e</sup> Etat du pays. Après avoir signé un décret présidentiel instaurant ces taxes, Donald Trump est revenu en arrière, en offrant un répit d'un mois au Mexique et au Canada.

Lors d'une marche contre l'application de la politique migratoire et douanière (ICE), à Seattle (Washington), le 8 février 2025. JASON REDMOND / AFP

Préméditation, improvisation ? Le plus important est la brutalité de la méthode employée, confirmant que Washington ne réserve aucun traitement de faveur à ses alliés. Les Européens s'attendent à une prochaine guerre commerciale, complète ou sectorielle. Le Japon et la Corée du Sud ne sont guère rassurés. Dans l'approche de Donald Trump, les droits de douane sont la panacée. Ils permettraient de dynamiser la production industrielle américaine, en rapatriant des chaînes de production et en attirant des investissements étrangers. Ils rééquilibreraient la balance commerciale déficitaire avec de nombreux partenaires.

**Lire aussi |** [Droits de douane : Donald Trump sur le sentier de la guerre commerciale avec le Canada, le Mexique et la Chine](#)

Ils s'inscrivent aussi dans une vision idéalisée de l'Amérique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sous la présidence de William McKinley (1897-1901), qui aurait assuré la prospérité du pays, selon Donald Trump, par le recours aux taxes douanières. La tentation du magnat de l'immobilier est de remplacer autant que possible l'impôt sur le revenu par cette forme d'impôt indirect. Dans cette perspective, Donald Trump a annoncé la création d'un « *service du revenu extérieur* », chargé de collecter ces taxes.

Cette approche de l'économie et de la politique, qui consiste à attaquer l'Etat fédéral, à déréglementer, à mépriser l'écologie et à prendre des risques inflationnistes, est la plus grande vulnérabilité du président américain. Donald Trump a été élu sur deux promesses : lutter contre l'immigration illégale et contre le coût de la vie. Aujourd'hui, son premier opposant n'est ni un démocrate, ni un juge. C'est l'œuf. Son prix a augmenté de 37 % en un an, et pourrait encore croître de 20 % en 2025. Washington et ses affres paraissent très loin de la plupart des Américains. Leur supermarché, lui, est

à quelques pâtés de maisons.

**Lire aussi |** [«Que les Américains aient porté au pouvoir quelqu'un qui, s'il menace la démocratie, n'en promet pas moins de faire baisser le prix des œufs est moins surprenant qu'il n'y paraît»](#)

**Piotr Smolar**

Washington, correspondant